

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE — CONSULTATIONS

Applicables au 18 Novembre 2025

Préambule

Les présentes conditions générales de vente (ci-après « CGV ») s'appliquent à toutes les prestations de consultation proposées par CAMILLE BOINAUD EI, exerçant sous le nom commercial SIAGNEO, entreprise individuelle immatriculée sous le SIREN 804 375 566 et domiciliée au 33 route des Grottes, 06530 Saint-Cézaire-sur-Siagne. La TVA n'est pas applicable conformément à l'article 293 B du Code général des impôts.

Le Client reconnaît avoir pris connaissance des présentes CGV avant toute réservation et les accepter sans réserve. La validation de la réservation constitue un contrat entre les parties comprenant la réservation effectuée via Cal.com, le paiement associé et les présentes conditions générales.

Article 1 — Objet de la prestation

La consultation consiste en un rendez-vous individuel réalisé en visioconférence, d'une durée indiquée au moment de la réservation. Elle a pour finalité d'apporter un premier éclairage, d'analyser le besoin du Client et de déterminer, le cas échéant, la pertinence d'un accompagnement ultérieur.

Article 2 — Réservation et paiement

La consultation doit être réservée via l'outil Cal.com ou tout autre moyen équivalent fourni par le Prestataire. Elle est payable immédiatement lors de la réservation au moyen du système Stripe intégré, permettant un règlement par carte bancaire. La réservation n'est considérée comme confirmée qu'après réception du paiement intégral. Toute réservation non réglée est automatiquement annulée.

Article 3 — Déroulement de la consultation

La consultation se déroule en visioconférence à la date et à l'heure choisies par le Client. Le Prestataire adresse à l'issue de la séance une synthèse ou un récapitulatif de l'échange, par email ou via un document partagé sur Notion. Les consultations ne sont pas enregistrées sauf accord explicite entre les parties ; toute captation réalisée par le Client ne peut être utilisée qu'à titre strictement personnel et ne doit en aucun cas être diffusée.

Article 4 — Annulation, retard et absence

Le Client peut annuler ou reporter la consultation jusqu'à vingt-quatre heures avant l'horaire prévu. Passé ce délai, la séance est considérée comme due et ne donne lieu à aucun remboursement ou report. En cas de retard, une tolérance de quinze minutes est appliquée ; au-delà, la séance est considérée comme réalisée. En cas d'empêchement légitime, le Prestataire peut reporter la consultation et proposera alors une nouvelle date sans frais supplémentaires.

Article 5 — Prix

Le prix applicable est celui affiché au moment de la réservation. La TVA n'est pas applicable conformément à l'article 293 B du CGI.

Article 6 — Responsabilité

Le Prestataire intervient dans le cadre d'une obligation de moyens. Aucune garantie de résultat, de performance ou de chiffre d'affaires ne peut être déduite des conseils fournis. Le Client reste seul responsable des décisions prises à l'issue de la consultation. Le Prestataire ne saurait être tenu responsable de tout dommage indirect, perte d'activité, perte de données ou préjudice immatériel.

Article 7 — Confidentialité

Toutes les informations échangées durant la consultation sont strictement confidentielles. Le Prestataire s'engage à ne divulguer aucune information communiquée par le Client.

Article 8 — Respect mutuel

Les parties s'engagent à adopter un comportement respectueux. Le Prestataire se réserve le droit d'interrompre immédiatement la prestation en cas de propos injurieux, diffamatoires, agressifs ou discriminatoires de la part du Client.

Article 9 — Données personnelles (RGPD)

Les données personnelles du Client sont traitées uniquement pour les besoins de la prise de rendez-vous, du paiement et de l'exécution de la consultation. Le Client peut exercer ses droits d'accès, de rectification, d'opposition ou de suppression par simple demande écrite adressée au Prestataire.

Article 10 — Droit applicable et juridiction compétente

Les présentes CGV sont régies par le droit français. Tout litige relatif à leur interprétation ou à leur exécution sera soumis à la compétence exclusive du Tribunal de commerce de Grasse.